



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 06/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS

18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN
92707 COLOMBES

Références :
Code AIOT : 0007402282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS implanté 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 COLOMBES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS
- 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 COLOMBES
- Code AIOT : 0007402282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Safran Transmission Systems travaille sur des pièces de moteurs d'avion et d'hélicopters dédiés à la transmission de puissance (carters, pignons...). La société Safran Transmission Systems fait de l'usinage de pièces et du traitement de surface par différents procédés chimiques et

thermiques.

Les prescriptions techniques applicables au site sont définies par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 complété par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 définissant les garanties financières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 19/11/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration sur GIDAF	AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1	/	Sans objet
2	Consommation d'eau par mètres carrés de surfaces traités	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 9.1.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Réduction de la consommation d'eau	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Rejet d'azote sur le point Evolic	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.4.8.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Surveillance des canalisations de fluides dangereux	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Suivi des ESP	Lettre du 07/01/2021, article Observations 11 à 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Entretien mur coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place les mesures visant à corriger les points indiqués comme non-conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration sur GIDAF

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis avant la fin du premier mois qui suit le semestre de la mesure. Sauf impossibilité technique ils sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). Non-conformité de l'inspection du 19/11/21 : Contrairement aux dispositions de l'article 10.3.1 de l'arrêté ministériel du 26 juin 2018, l'exploitant n'a pas transmis ses résultats d'autosurveillance de 2020 et du 1er semestre 2021 sur la plateforme GIDAF. Ces documents n'ont pas été transmis à l'inspection par ailleurs. L'exploitant devra transmettre ses documents d'autosurveillance. Article 1er – Mise en demeure du 21 janvier 2022 avec délai de régularisation de 6 mois (soit autour du 21/07/2022) de respecter les dispositions de l'article 10.3.1 de l'AP ^{CC} du 26/06/2018. La société devra transmettre ses résultats d'autosurveillance de l'année 202 et du 1er semestre 2021 sur la plateforme GIDAF.
Constats : Les résultats d'autosurveillance de 2020 et 2021 ont été enregistrés sur la plateforme GIDAF. Ceux concernant le 1 ^{er} semestre 2022 ont été enregistrés après demande de l'inspection adressée par courriel à l'exploitant le 8/11/2022. Il est rappelé à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2018, les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis avant la fin du premier mois qui suit le semestre de la mesure. Sauf impossibilité technique, ils sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation d'eau par mètre carré de surface traitée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2018, article 9.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2022
Prescription contrôlée : La consommation spécifique d'eau de la chaîne de traitement de surface ne devra pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée (*) et par fonction de rinçage. ----- NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : Contrairement à l'article 9.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018, l'exploitant n'a pas respecté sur 2020 (consommation était de 12.5 l/m ² /rinçage), la consommation d'eau spécifique de la chaîne de traitement de surface fixée à 8 l/m ² /rinçage.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que, comme le précise au point 9 la circulaire du 30 novembre 2007 relative aux installations classées – traitement de surfaces - mise en œuvre de l'arrêté ministériel sectoriel du 30 juin 2006, la consommation spécifique est définie dans l'arrêté ministériel comme étant la quantité d'eau rejetée par l'installation par m² traité. Il ne s'agit pas d'un débit. L'article 21 de l'arrêté exclut du calcul de la consommation spécifique, les eaux de refroidissement, les eaux pluviales et les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</p> <p>Les données transmises par l'exploitant lors de l'inspection du 19/11/2021 correspondent à la consommation d'eau par m² de surface traitée par rinçage. En 2020, la consommation était de 12,5 l/m²/rinçage.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant présente un schéma expliquant que l'installation ne rejette pas d'eau dans le réseau, l'eau issue du process étant soit remise en circulation après traitement soit traitée comme déchets après pompage par un prestataire.</p> <p>Sur la base de ces informations, l'exploitant indique que le calcul de la consommation spécifique en eau pour l'année 2020 passe à 0 L/m².</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réduction de la consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.1</p> <p>Thème(s) : Risques chroniques, Réduction de la consommation d'eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.</p> <p>-----</p> <p>NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018, l'exploitant ne met pas en place un suivi journalier de la consommation d'eau, autre que l'eau de ville. Ce suivi doit être mis en place lorsque l'eau potable sur les process sera remplacé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la situation n'avait pas évolué depuis la dernière inspection et que l'eau de forage industrielle viendra sur plusieurs process remplacer l'eau potable actuellement utilisée.</p> <p>Dans un courriel adressé le 19 octobre 2023, l'exploitant indique avoir désormais mis en place un relevé journalier de la consommation d'eau de forage tel que prévu par son arrêté préfectoral et que celle-ci reste faible, de l'ordre de 25 m³ depuis début 2023.</p> <p>La non-conformité peut être levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejet d'azote sur le point Evolic

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.4.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'écheance qui a été retenue : 03/06/2022
Prescription contrôlée : VLE Azote Global : 150 mg/l ----- NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.4.8.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018, les rejets aqueux de l'installation ne respectent pas les VLE fixées. L'exploitant doit prendre des mesures correctives afin de respecter les VLE.
Constats : Les résultats de l'auto-surveillance enregistrés dans GIDAF pour les eaux souterraines montrent toujours un dépassement de la VLE en azote pour le point de rejet Evolic. L'exploitant explique que ces dépassements récurrents sont liés aux eaux sanitaires, les réseaux eaux vannes et eaux industrielles n'étant pas séparés. L'exploitant prévoit : <ul style="list-style-type: none">- de faire faire des analyses par Bureau Veritas sur les rejets d'eaux vannes et sur les rejets d'eaux industrielles afin de vérifier son hypothèse,- de revoir la convention Sevesc de rejet industriel car celle-ci est moins exigeante que l'arrêté préfectoral encadrant le site. Par courriel en date du 19/10/2023, l'exploitant indique que le point B1 de rejet Evolic ne collecte que des eaux sanitaires et des eaux pluviales comme le prévoit l'arrêté préfectoral 2018-110, ce qui explique le dépassement de la VLE azote. Aucun rejet industriel n'est collecté à ce niveau. L'exploitant indique être en train de chiffrer le remplacement de la canalisation des exutoires pour améliorer les mesures de débit, qui jouent sur les résultats de concentration. D'autres pistes sont envisagées par l'exploitant comme bénéficier de VLE plus importantes typiques des eaux vannes si son autorisation de déversement et la convention avec la SEVESC le permet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des canalisations de fluides dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution des sols et déversement accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'écheance qui a été retenue : 03/06/2022

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>-----</p> <p>NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018, l'exploitant n'a pas mis en place de système de consignation des vérifications des canalisations transportant des fluides liquides dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique intégrer les vérifications des canalisations transportant des fluides liquides dangereux aux rondes du prestataire maintenance qui les intègre dans un logiciel dédié.</p> <p>Par courriel en date du 18/11/2022, l'exploitant transmet à l'inspection les deux derniers relevés du prestataire maintenance intégrant la vérification des canalisations de fluides dangereux (traitements de surface) pour les semaines 45 et 46.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suivi des ESP

<p>Référence réglementaire : Lettre du 07/01/2021, article Observations 11 à 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ESP</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : L'exploitant doit déclarer l'ensemble de ses ESP et faire réaliser le contrôle de mise en service dans de meilleurs délais après l'installation des équipements. Afin de lever la non-conformité, l'exploitant devra présenter le récépissé de déclaration des équipements sur LUNE et le rapport de mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique lors de l'inspection que la déclaration LUNE a été réalisée en 2021 pour les nouveaux fours à l'acétylène. Bureau Véritas en charge du suivi des ESP du site a fait le contrôle de mise en service du 14 au 16 décembre 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Entretien mur coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Tous les ateliers dans lesquels sont employés des liquides inflammables de 1ère ou 2ème catégorie (il ne sera pas employé de liquide extrêmement inflammable) présentent les caractéristiques suivantes :[...] <ul style="list-style-type: none">• les éléments de construction de chaque atelier présentes les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) <p>---</p> Observation de l'inspection du 19/11/2021 : L'exploitant devra s'assurer de la bonne réalisation des travaux de rebouchage du mur coupe feu du banc de ciblage.
Constats : Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées constate que les travaux de rebouchage du mur coupe-feu du banc de ciblage ont bien été effectués.
Type de suites proposées : Sans suite